

AFF/MET

Berne, le 14 mai 1992

Note au dossier Bretton Woods
-----**Visite à Minsk**

Le 13 mai, une délégation conduite par le Directeur de l'Administration fédérale des finances, U. Gygi, en sa capacité de Secrétaire d'Etat pour les contacts de cette nature, s'est rendue à Minsk pour rencontrer les représentants des autorités monétaires et financières de Biélorussie.

Le but de cette visite était, d'une part, de demander si la Biélorussie pourrait envisager de former un groupe de vote avec la Suisse au sein des institutions de Bretton Woods et, d'autre part, de s'enquérir de la situation économique de ce pays.

La délégation suisse a été reçue par Stepan P. Yanchuk (Y) ministre des Finances, Nikolai K. Lisai (L), vice-ministre des Finances, Stanislav A. Bogdankevich (B), gouverneur de la Banque centrale et Nikolai A. Makaed (M), premier vice-président du Comité d'Etat pour les relations économiques extérieures. La discussion, menée en séance commune a été reprise avec L. après le déjeuner offert par le ministre.

Groupe de vote

En ce qui concerne la possibilité pour la Biélorussie de créer un groupe de vote avec la Suisse, Y. précise que la candidature de son pays a été acceptée par le FMI à la fin d'avril et que les formalités d'adhésion seront réglées d'ici la fin mai. Les lettres du Président de la Confédération et du Ministre suisse des Finances suggérant la création d'un groupe de vote avec la Suisse sont malheureusement arrivées trop tard. La Biélorussie avait déjà décidé de se joindre au groupe belge. Il est vrai que le groupe belge sera très large. Nous verrons avec les représentants du FMI à la fin mai si cela ne présente pas d'inconvénients.

B. qui a apparemment joué un rôle central dans la décision de participer au groupe belge, exprime sa reconnaissance à la Suisse pour sa proposition. Il fait toutefois valoir que l'Autriche et la Belgique ont beaucoup fait pour soutenir la candidature de la Biélorussie au FMI et pour conseiller les autorités biélorussiennes. C'est pourquoi la Biélorussie se sentait moralement obligée de rallier le groupe dirigé par la Belgique. Il confirme que la proposition suisse est arrivée trop tard pour pouvoir être prise en considération, d'autant plus que le résultat du referendum est incertain.

Distribution: Délégation BWI, Division Politique I, OFAEE, Ambassades de suisse à Moscou, Varsovie et Washington, MET (M)



-2-

Y. demande quels sont les pronostics sur l'issue du referendum et quels sont les arguments des opposants. Après avoir entendu les explications du chef de la délégation suisse, il aborde la question de la participation à la BERD. La délégation suisse ayant déclaré que la Suisse serait volontiers disposée à accueillir la Biélorussie dans son groupe de vote au sein de cette institution, Y. fait valoir que son gouvernement n'a pratiquement aucune expérience des relations avec des organisations internationales et dit qu'il serait reconnaissant aux autorités suisses de guider la Biélorussie dans ses démarches. La délégation suisse lui en donne l'assurance (Affaire à suivre).

Situation économique de la Biélorussie

Y. fait ensuite avec un grand luxe de détails le point de la situation économique. La Biélorussie, qui compte 10 millions d'habitants, est au croisement des chemins entre l'Europe et la Russie et dispose d'un bon réseau routier et ferroviaire. Son agriculture est assez productive pour dégager des surplus, notamment dans la production de viande et de lait. C'est dire qu'elle est en mesure de nourrir sa population. Elle dispose également d'une base industrielle très développée. Dans l'ancien système, la Biélorussie se trouvait dans une situation privilégiée et bénéficiait du plus haut revenu par tête parmi les républiques de l'URSS. Cela tenait à la nature particulière de la division du travail au sein de l'Union. L'industrie biélorussienne usinait des matières premières qui lui étaient fournies à des prix très bas par les autres républiques au moyen d'agents énergétiques (charbon et pétrole) également très bon marché. Par ailleurs, une part substantielle de la production industrielle, y compris l'électronique, était destinée à l'armée. Ce qui faisait la force de la Biélorussie est devenu sa faiblesse depuis la désagrégation de l'Union. La Biélorussie possède des mastodontes industriels dont les débouchés se sont fermés et qui gaspillent les matières premières et l'énergie devenues subitement chères et d'un approvisionnement très aléatoire. La production industrielle a chuté, ce qui provoque dans la population un mécontentement encore limité, car on sait que la Russie et l'Ukraine sont aux prises avec des difficultés incomparablement plus graves. Mais les autorités de Minsk s'attendent à une aggravation de la situation dans leur propre pays. Elles estiment devoir faire face à deux tâches prioritaires, à savoir la restructuration de l'industrie et la prospection de sources indigènes de matières premières et d'énergie. L. donne un aperçu des réformes législatives opérées pour assurer la transition vers l'économie de marché et pour intéresser les investisseurs étrangers. Le représentant de l'OFAEE indique de son côté quelles sont les possibilités et les limites de l'appui qui peut être fourni par la Suisse.

S'agissant d'assistance technique B. indique que dans le domaine monétaire et bancaire, l'assistance est coordonnée par le FMI. 13 experts de différente nationalité travaillent déjà à Minsk.

-3-

La surveillance bancaire répondra au modèle anglais. Il reste toutefois beaucoup à faire, notamment dans le domaine de la politique de crédit, des transactions de change et des règlements interbancaires. Quant à Y. il souhaiterait vivement que la Suisse puisse lui fournir une assistance technique pour l'informatisation de l'administration des impôts. La délégation suisse répond qu'elle ne peut se prononcer sur le champ sur cette demande et lui suggère de la présenter par écrit.

La discussion porte finalement sur les perspectives de stabilisation du rouble. B. signale que le FMI a fait parvenir au gouverneurs des banques centrales de toutes les républiques un papier de travail volumineux, qui doit servir de base aux travaux d'une conférence qui a été convoquée pour le 20 mai à Tachkent. Le point central sera de se mettre d'accord sur la taille du déficit qui pourra être financé par la planche à billets. Y. émet des doutes sur la volonté des participants de se tenir aux engagements qui seront pris. La Biélorussie souhaite toutefois rester dans toute la mesure du possible dans une zone rouble. L'émission d'une monnaie nationale soulèverait des problèmes très difficiles à résoudre.

Nous ne voudrions pas terminer ce rapport sans remercier l'Ambassade de Suisse à Moscou d'avoir réussi en si peu de temps à préparer cette visite. Nous remercions aussi l'interprète de l'Ambassade, M. Leuba, de son excellent travail.



Composition de la délégation suisse:

U. Gygi, directeur de l'AFF

D. Kaeser, sous-directeur de l'AFF

B. Herold, OFAEE

S. Leuba, Ambassade de Suisse à Moscou